

Lettre ouverte du Syndicat des travailleur.euses de Vahed, la Compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue, aux représentant.es des travailleurs/euses et des fédérations syndicales internationales, présent.es à la 114^e session de la Conférence Internationale du Travail



Chères sœurs, chers frères, camarades et représentant.es des organisations syndicales.

Alors qu'en Iran, les travailleurs/euses et l'ensemble des populations opprimées d'Iran sont confronté.es à la guerre, à l'insécurité, à l'aggravation des difficultés économiques, à la répression, ainsi qu'à la poursuite des violations des droits élémentaires du travail et des droits humains, le Syndicat des travailleurs/euses de la compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue (Vahed) s'adresse une nouvelle fois aux représentant.es des travailleurs/euses participant à la 114^e session de la Conférence Internationale du Travail.

Depuis des années, les organisations syndicales indépendantes et les militant.es ouvrier.es d'Iran n'ont cessé de dénoncer le fait que dans ce pays, les salarié.es sont privés du droit de créer des organisations indépendantes, de mener des négociations collectives, de faire grève et de se rassembler librement.

Les syndicats, les autres organisations indépendantes de l'Etat, ainsi que les militant.es ouvrier.es, continuent d'être exposé.es, pour la seule défense des droits les plus élémentaires des salarié.es, à des licenciements, des arrestations, des emprisonnements, des menaces, une surveillance sécuritaire étroite et diverses formes de répression.

Les membres et les militants du Syndicat des travailleurs de la Compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue (Vahed) ont, au cours des dernières années, payé un lourd tribut pour la défense des droits des travailleurs et du droit de constituer des organisations syndicales indépendantes, faisant notamment l'objet de centaines d'arrestations et de peines d'emprisonnement. Parmi eux, quatre membres du Syndicat des travailleurs de la Compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue (Vahed) — Nasser Moharramzadeh, Hossein Karimi Sabzevar, Hassan Saeidi et Reza Shahabi — font depuis plusieurs années l'objet d'un licenciement ainsi que d'une privation de leurs droits et avantages professionnels et sociaux, en raison de leurs activités syndicales, de leur engagement dans la défense des revendications professionnelles et de leur lutte pour les droits des travailleurs. Leurs familles subissent également, depuis longtemps, des pressions économiques et des difficultés matérielles de plus en plus lourdes, en conséquence directe de cette répression.

Dans le même temps, les représentants envoyés par l'État iranien auprès des instances internationales du travail, y compris l'Organisation internationale du Travail (OIT), ne représentent ni les organisations syndicales indépendantes, ni les véritables intérêts des salarié.es d'Iran. Ces personnes sont des délégué.es d'organismes étatiques. Ils agissent dans le cadre du contrôle gouvernemental, ainsi que de la répression des organisations syndicales indépendantes. Et, dans les faits, ils font partie intégrante du mécanisme de répression et d'entrave à la constitution de syndicats indépendants de travailleurs.

Au cours des derniers mois, les conditions de vie des populations laborieuses d'Iran se sont encore dégradées, et sont devenues plus difficiles et plus dangereuses qu'auparavant.

La guerre d'agression menée par les États-Unis et Israël contre le territoire iranien a débuté le 28 février 2026. Depuis plus de 90 jours, notre syndicat ainsi que l'ensemble des voix indépendantes ont été, dans les faits, réduits au silence en raison de coupures généralisées d'Internet.

Les populations laborieuses, écrasées par les conséquences dévastatrices de la guerre, du militarisme, de l'inflation, du chômage et de l'aggravation de la pauvreté, sont également confrontées à des coupures massives d'Internet, ainsi qu'à la censure et à de fortes pressions sécuritaires.

Nous nous opposons fermement à la guerre, au militarisme, aux sanctions économiques visant les populations civiles, ainsi qu'à toutes les politiques qui détruisent la vie et les moyens de subsistance des travailleurs/euses.

Les récentes attaques militaires que nous qualifions de criminelles, menées par les États-Unis et Israël, ainsi que les politiques destructrices et répressives de la République islamique, montrent une fois de plus que ce sont les travailleurs/euses et les populations ordinaires qui paient le prix le plus élevé des conflits entre puissances dominantes du système capitaliste mondial.

Les victimes de la guerre sont les travailleurs/euses, les enfants, les femmes, les retraité.es, les enseignant.es, les chauffeurs, les infirmier.es, ainsi que les millions de personnes ordinaires, dont les vies, les lieux de travail et les quartiers sont détruits.

Comme nous l'avons souligné à maintes reprises dans nos lettres et déclarations précédentes, les travailleurs/euses d'Iran ont besoin de solidarité avec les luttes ouvrières indépendantes, et non de soutien à la guerre, à l'ingérence étrangère, à la répression ou aux organisations liées à l'État.

Dans le même temps, le pouvoir iranien a intensifié la répression dans le contexte de la guerre et de l'insécurité. Les prisonnier.es politiques, les militant.es ouvrier.es, les militantes du mouvement des femmes, les enseignant.es, les étudiant.es et d'autres acteurs sociaux continuent de faire face à des arrestations, à des peines de prison et à de fortes pressions sécuritaires.

Nous réaffirmons, une fois de plus, que la répression, l'emprisonnement, les exécutions et la violence ne peuvent pas faire disparaître les causes profondes des protestations sociales, ni les revendications des salarié.es en matière de justice, d'égalité, de liberté et de dignité humaine.

Nos objectifs sont parfaitement clairs : la voie vers la justice sociale et l'émancipation des travailleurs/euses et des couches laborieuses, réside dans le renforcement des organisations indépendantes de la classe ouvrière, dans la solidarité collective et dans les luttes organisées par les travailleurs/euses eux/elles-mêmes, ainsi que des autres populations opprimées. Et non pas dans l'intervention militaire ni dans la dépendance à des puissances étrangères.

Nous exprimons notre profonde gratitude pour les actions de solidarité organisées par les militant.es et représentant.es des travailleurs/euses de différents pays lors de la 114e session de la Conférence de l'OIT, ainsi que lors du rassemblement du 5 juin.

Nous leur demandons de faire entendre auprès de l'opinion publique internationale les revendications urgentes suivantes :

- La fin immédiate de la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran.
- L'abolition immédiate de la peine de mort.
- La cessation de la répression, des arrestations et des opérations sécuritaires contre les militant.es sociaux et politiques d'Iran.

- La libération immédiate et inconditionnelle de tous/toutes les militant.es ouvrier.es, des prisonnier.es politiques et des défenseurs/euses des droits humains.
- La reconnaissance du droit des travailleurs/euses à créer des syndicats et d'autres organisations indépendantes, à organiser des rassemblements, à mener des négociations collectives, et à exercer le droit de grève.
- L'accès de l'ensemble des populations laborieuses aux besoins fondamentaux, à un salaire décent, à la sécurité de l'emploi, aux soins de santé, au logement, à l'éducation et à la protection sociale.

Mettre un terme aux coupures et à la censure d'Internet, ainsi qu'aux restrictions imposées à la liberté d'expression et aux communications.

Avec nos salutations renouvelées et notre solidarité.

Syndicat des travailleur.euses de Vahed, la Compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue,

1 juin 2026